

Non, nous n'avons pas besoin d'une application pour cela

"Se concentrer sur ceux qui ont un smartphone et un accès à Internet peut finir par aider ceux qui en ont le moins besoin."

COVID-19 n'est pas le moment d'oublier l'histoire. Ce n'est ni le secteur de la santé publique, ni le secteur de la réponse humanitaire, ni la première catastrophe du secteur technologique - et nous ferions bien d'éviter de répéter les erreurs du passé. Alors que le monde se prépare à l'éventualité d'une pandémie prolongée, les gouvernements qui gèrent les cas de COVID-19 intensifient leur utilisation de la technologie. Tout le monde, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au National Health Service (NHS) du Royaume-Uni au gouvernement du Pakistan, promet de déployer une application mobile pour aider à suivre le virus, ou, vraiment, les personnes atteintes. Faire quoi, exactement, est moins clair.

En tant que personne qui a construit et déployé des technologies mobiles en cas de catastrophe pendant 10 ans, c'est clair pour moi : ce n'est pas la bonne idée et c'est une mauvaise approche. La plupart des applications proposées utilisent une combinaison de données de localisation en temps réel et de suivi des symptômes pour essayer de calculer votre risque d'infection et de le communiquer au gouvernement et, parfois, aux chercheurs en santé.

Bien qu'un certain nombre de ces technologies prétendent être «trace de contact» COVID-19 - elles sont, le plus souvent, utilisées pour mesurer et appliquer les verrouillages publics et les quarantaines. Et bien que le confinement soit un objectif important, les pays souvent présentés comme des exemples de modèles - la Chine, la Corée du Sud et Singapour - ont un certain nombre de caractéristiques qui suggèrent ... eh bien, que le succès du confinement n'était pas uniquement lié à l'application.

Prenons l'exemple de la Corée du Sud, largement reconnue comme ayant contenu le COVID-19. Elle a utilisé une combinaison de tests publics de masse, d'un système de santé de

classe mondiale et d'un portail de données ouvert. Oh, et une application mobile de suivi des patients.

Nous ne savons donc pas quelle différence l'application a fait dans une réponse nationale par ailleurs robuste, et nous ne pouvons pas juger si les conséquences négatives en valaient la peine. Certains Sud-Coréens ont exprimé leur malaise face à la façon dont le suivi intrusif et les messages de santé les intimidaient et les stigmatisaient, et d'autres ont été harcelés après que leur identité ait été déduite de données publiques prétendument anonymes.

La technologie jouera un rôle important - et souvent positif - dans cette réponse aux catastrophes : elle l'est déjà. Mais voici quelques-unes des façons dont cela peut mal tourner et, non, ce n'est pas (simplement) à cause de la confidentialité :

Le problème de base «faire de nouvelles choses». Pas besoin de s'attarder ici - les produits technologiques nécessitent non seulement des définitions de problèmes et des plans de déploiement spécifiques, mais également des personnes, des ressources et des tests dédiés. Les organisations qui ne développent ni ne maintiennent normalement des déploiements technologiques à grande échelle - ou ne les intègrent pas dans la prestation de services publics - font généralement beaucoup d'erreurs à chaque étape. Dans ce cas, le coût des erreurs est très élevé.

La poudre de perlimpimpin. Il y a beaucoup de bonnes intentions dans la réponse aux catastrophes, mais, comme le dit le proverbe, ils peuvent ouvrir la voie à l'enfer, ou du moins ils peuvent se passer de beaucoup plus de travail. Un grand nombre de propositions technologiques sont généralement décrites comme «d'intérêt public» ou «ouvertes», au lieu de faire le travail le plus difficile pour démontrer la valeur pratique aux institutions scientifiquement critiques.

Par exemple, beaucoup de ces applications utilisent des données de suivi de localisation, sous l'hypothèse que les données de localisation sont un bon indicateur proxy du risque de transmission. C'est le genre de chose qui semble devoir être vraie. Ce n'est malheureusement pas le cas. L'un des effets de l'urgence des catastrophes est que nous accélérons le processus d'essai pour de nouveaux outils prometteurs, comme les vaccins. Cependant, contrairement aux tests de dépistage des drogues, les systèmes technologiques ne disposent pas de freins et de contrepoids institutionnels pour s'assurer qu'ils résolvent le

problème prévu. En plus de cela, les intervenants en cas de catastrophe au milieu de la crise ont encore moins de capacité à séparer la poudre de perlimpimpin des produits de qualité.

"C'est une catastrophe." Les catastrophes ne sont pas le moment idéal pour faire beaucoup de choses - certainement pas essayer d'enseigner à tout le monde à faire calmement quelque chose de nuancé, comme auto-évaluer comparativement leur risque pour la santé lors d'un arrêt mondial, ou, vous savez, télécharger et utiliser une application.

Egalité de besoin, pas de données. Il y a toujours une tension dans la réponse aux catastrophes entre l'acheminement de l'aide en fonction des besoins les plus grands et l'acheminement de l'aide en fonction de l'endroit où elle est la plus facile à atteindre. La technologie n'a pas beaucoup changé à ce sujet, mais elle a rendu la fracture numérique d'autant plus nette lorsqu'il s'agit d'utiliser la technologie pour surveiller ou arbitrer les services publics. Par exemple, si un gouvernement utilise une application pour smartphone pour mesurer les mouvements ou administrer des services, il ne peut atteindre la moitié du monde qu'avec un smartphone, manquant probablement les communautés les plus vulnérables.

L'utilisation de la technologie pour identifier les besoins ou accéder aux ressources est intrinsèquement biaisée en faveur des utilisateurs de cette technologie spécifique. Les marchés technologiques sont si fragmentés qu'il est difficile d'apporter un soulagement égal, et la riposte à une pandémie n'est pas destinée à privilégier les plus fortunés. Par exemple, Android est le logiciel le plus déployé au monde, avec près de trois milliards d'utilisateurs, ce qui est loin d'être suffisant pour toucher les sept milliards de personnes dans le monde. Et, bien sûr, il existe de nombreuses versions différentes d'Android. La réalité de la réponse aux catastrophes est que le fait de se concentrer sur ceux qui ont un smartphone et un accès Internet peut finir par aider ceux qui en ont le moins besoin.

Crier au feu dans un théâtre - sans issues. La capacité du système de santé publique est un problème à chaque catastrophe, et la réponse au COVID-19 n'est pas différente. De nombreuses technologies proposées visent à utiliser des sources de données non traditionnelles, comme l'emplacement, pour estimer le risque d'infection. Le principal problème est que même si les personnes sont à risque - et la plupart le sont maintenant -, le conseil médical est de rester à la maison, sauf si vous avez clairement besoin d'une hospitalisation. En d'autres termes, l'estimation du risque individuel n'est pas utile pour les

systèmes connus pour être soumis à un stress extrême et, si elle conduit les gens à demander plus de tests qu'ils ne le feraient autrement, elle pourrait en fait contribuer à écraser les systèmes de santé - ce qui pourrait être la principale cause de la mort par COVID - 19.

Le cliquet unidirectionnel. Appelez cela comme vous voulez - le capitalisme de surveillance, la transformation numérique, la révolution du Big Data - le résultat évident de cela est l'augmentation à moyen et long terme de l'intrusion gouvernementale et privée dans nos vies. Nous parlons souvent de la surveillance comme «nuisible», mais ce que nous voulons dire, c'est que la surveillance permet un nombre important de préjudices. Il est plus facile de se concentrer sur les moyens institutionnels de limiter le pouvoir qui s'exerce par le biais de la surveillance avec des outils juridiques - comme les clauses d'extinction, la responsabilité de la procédure régulière et les systèmes de règlement des différends - que de parvenir à un accord sociétal sur la pertinence contextuelle de chaque pouvoir de surveillance. Après tout, ces pouvoirs, une fois accordés, disparaissent rarement - aux États-Unis, la loi PATRIOT post-9/11 (une série de mesures de lutte contre le terrorisme) est prête pour un renouvellement bipartisan, 19 ans plus tard.

Cette pandémie mettra certainement à l'épreuve la capacité de nos établissements de santé publique - et nous souffrirons tous de ce qu'ils n'ont ni les ressources ni la capacité de faire. Pour l'industrie technologique - et les gouvernements - cela servira non seulement de test de ce qu'ils peuvent faire avec les données, mais aussi, espérons-le, de ce qu'ils ne feront pas.

Même en cas d'urgence, nous devons nous attendre à ce que les gouvernements protègent les garanties d'une procédure régulière, se concentrent sur les besoins et n'utilisent des mesures extraordinaires que lorsqu'elles sont absolument nécessaires.

Les entreprises, les plates-formes et les communautés doivent prendre des décisions difficiles quant à la manière d'exercer efficacement et éthiquement - et, espérons-le, un jour - les pouvoirs exceptionnels nécessaires pour naviguer dans la réponse COVID-19. S'ils échouent, ce sera à nous tous, dans chaque pays, de nous mobiliser afin de pouvoir réparer ce qui ne va pas. Je doute que nous ayons besoin d'une application pour le diagnostiquer.

Sean McDonald CEO, FrontlineSMS and Senior Fellow, Centre for International Governance Innovation

traduit de The new humanitarian 30 mars2020

https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2020/03/30/coronavirus-apps-technology?utm_source=The%20New%20Humanitarian&utm_campaign=e6897982a7-EMAIL_CAMPAIGN_2020_03_27_Weekly_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-e6897982a7-75446393